Gaz de schiste : le changement (d'avis) c'est maintenant !

samedi 15 septembre 2012, par AZAM Geneviève, BORDERES Sophie, COLIN Valérie, COLOMB Philippe, CREACH Morgane, LAPLANTE Martine, PERBOS Pierre, POILANE Emmanuel, TROUVE Aurélie (Date de rédaction antérieure : 14 septembre 2012).

Alors que s'ouvre la conférence environnementale - où la question des gaz de schiste devrait être largement abordée - et le grand débat national sur l'énergie, nous ne pouvons que nous rendre à l'évidence : le président de la République et les membres du gouvernement qui, il y a un an à peine, s'opposaient fermement à l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste, semblent avoir retourné leur veste. La recherche de la croissance économique à tout prix et la puissance des lobbies industriels aident sûrement à la décision.

« Toute exploitation de ces nouvelles énergies fossiles est impactante sur le plan environnemental, quelle que soit la technique utilisée [et] compromettrait gravement la transition énergétique et le respect de ses engagements en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre ». Cette citation est issue de la proposition de loi déposée à l'Assemblée nationale le 13 juillet 2011 par le groupe PS, signée par François Hollande, Jean-Marc Ayrault, Arnaud Montebourg et Delphine Batho. Aujourd'hui membres du gouvernement, leur discours est radicalement différent.

Arnaud Montebourg qui il y a peu affirmait que *« l'indépendance énergétique ne doit se faire au prix de catastrophes environnementales »* s'est pourtant dit prêt à rouvrir le dossier des gaz de schiste le 11 juillet dernier. Autre revirement de cap, sur la question de la technique d'extraction. En accord avec la proposition de loi de juillet 2011, la position officielle de François Hollande tout au long de la campagne électorale était l'interdiction quelle que soit la technique d'extraction utilisée. Pourtant, en déclarant que *« tant qu'il n'y aura pas de techniques sûres, il ne se passera rien. »* François Hollande rouvre la porte aux multinationales et industriels. De même pour le premier ministre pour qui le débat n'est *« pas tranché »* et qui affirme qu'il serait nécessaire de *« mettre sur la table les différentes solutions qui pourraient exister »* afin d'ouvrir le débat si des techniques non polluantes d'extraction venaient à être trouvées.

Les impacts désastreux sur l'environnement de l'exploitation des gaz et huiles de schiste, aussi bien sur le climat que sur les nappes phréatiques, la pollution des sols comme de l'air ou encore le gaspillage de l'eau ne sont plus à prouver. Delphine Batho l'assure elle-même : *« Nulle part il n'a été démontré que l'exploitation des gaz de schistes pouvait être faite sans conséquences sur la santé et l'environnement »*.

A l'heure où le gouvernement va annoncer la mise en place de sa « transition énergétique », saura-t-il honorer ses promesses en interdisant formellement l'exploration aussi bien que l'exploitation des gaz de schiste, emblématiques de la surexploitation des ressources naturelles au seul profit des multinationales et des industriels ? La maîtrise et la réduction de la consommation énergétique ainsi que le développement des énergies renouvelables seront-ils au cœur de la réorientation de notre modèle de développement énergétique ?

Masochiste ou suicidaire, exploiter ces ressources serait dans tous les cas une décision grave de conséquences et un signal politique inquiétant. Chers membres du gouvernement, la « vraie »

transition énergétique, c’est maintenant ?

Philippe Colomb, président d’Agir pour l’environnement ; **Sophie Bordères**, coordinatrice des campagnes d’Agir pour l’environnement ; **Martine Laplante**, présidente des Amis de la Terre ; **Valérie Colin**, déléguée générale des Amis de la Terre ; **Aurélie Trouvé**, co-présidente d’Attac France ; **Geneviève Azam**, membre du Conseil scientifique d’Attac France ; **Emmanuel Poilâne**, directeur de France Libertés ; **Pierre Perbos**, président du Réseau Action Climat ; **Morgane Créach**, directrice du Réseau Action Climat.

P.-S.

* Le Monde.fr | 14.09.2012 à 09h59 • Mis à jour le 14.09.2012 à 09h59